

المملكة المغربية  
Royaume du Maroc



وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية و المياه والغابات  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE MARITIME  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORÊTS  
SÉCRETARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA PÊCHE MARITIME

# INSPECTION GÉNÉRALE MISSIONS & ATTRIBUTIONS

08 OCTOBRE 2019

**1**

**Cadre juridique et institutionnel**

**2**

**Enjeux et orientations**

**3**

**Plan annuel de l'IGP**

**4**

**Mission d'audit**



# CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

- السهر على سلامة تطبيق النصوص التشريعية والتنظيمية وعلى حسن التدبير الإداري وتدبير الأموال العمومية؛
- إجراء التدقيقات الداخلية المتعلقة بتهيئ وإبرام وتنفيذ الصفقات العمومية والعقود طبقا للمقتضيات القانونية والتنظيمية الجاري بها العمل؛
- التأطير والقيام بعملية التدقيق وتقديم الاقتراحات لتحسين المردودية والفعالية؛
- تتبع توصيات وقرارات التقارير المنجزة من طرف المفتشية العامة؛
- التدقيق في مسك سجلات جرد العقارات والمعدات والمخازن؛
- تقديم الاستشارة من أجل تحسين الأداء وخلق قيمة مضافة؛
- المساهمة في إعداد البرنامج السنوي لعمل وأداء المفتشية العامة؛
- المساهمة في إعداد التقارير السنوية المنصوص عليها في النصوص التنظيمية الجاري بها العمل والسهر على ارسالها داخل الآجال القانونية؛
- تتبع التوصيات المنبثقة عن تقارير المجلس الأعلى للحسابات والمفتشية العامة للمالية والهيئة المركزية للوقاية من الرشوة؛
- اقتراح كل تدبير أو إجراء من شأنه تحسين وتبسيط المساطر الإدارية .



Décret n° 2-11-112 du 23 juin 2011, relatif aux inspections générales des ministères.  
Et le décret n° 2-15-890 du 24 mars 2016

**Article 2** : L'inspection Générale a pour mission l'inspection, le contrôle, l'audit et l'évaluation de la gestion des services centraux et décentralisés du ministère. Elle est également chargée de la coordination, des liens et du suivi avec le Médiateur et de la coopération avec le CC, l'IGF et l'ICPC. Elle est en particulier chargée de :

Dans le domaine de l'inspection et du contrôle :

- Veiller au respect de l'application des textes législatifs et réglementaires et à la bonne gestion des fonds publics,
- Procéder aux contrôles et audits internes de la préparation, la passation et la réalisation des marchés publics,
- Enquêter sur les plaintes et doléances des citoyens, partenaires, des fonctionnaires, des agents et des salariés de l'administration.
- Appuyer les actions de l'administration en matière d'éthique, notamment les conflits d'intérêt et en informer le Ministre.
- Suivre les recommandations des rapports de la Cour des Comptes, de l'IGF et de l'ICPC.

Dans le domaine de l'audit et de l'évaluation :

- Procéder à des actions d'audit et proposer des solutions pour améliorer le rendement et l'efficacité de l'administration,
- Auditer la tenue des registres d'inventaire immobilier, mobilier, des stocks et magasins,
- Evaluer les résultats et activités des services centraux et déconcentrés au regard des objectifs, et coûts qui en découlent,
- Assurer le conseil, le cas échéant et/ou à la demande des services.



## Missions de l'IGP

Audit de gestion et évaluation  
des programmes

Contrôle de la conformité , la  
régularité et la performance

Décret 2.11.112  
(23 juin 2011)

Inspection et promotion des  
valeurs d'éthiques et d'intégrité

Coordination avec les organes  
de la bonne gouvernance



## مهام المفتشية العامة

التدقيق و الافتحاص  
و التقييم

مراقبة تطابق ممارسة الأنشطة للقوانين  
و المساطر

Décret 2.11.112  
(23 juin 2011)

تفتيش و سهر على نشر ثقافة القيم

التنسيق و تواصل مع المؤسسات  
الحكامة هيئات مراقبة المال العام



La constitution de 2011 :  
Le titre XII :  
de la bonne gouvernance

**Article 154** : Les services publics sont organisés sur la base de l'égal accès des citoyennes et citoyens, .... Ils sont soumis aux normes de qualité, de transparence, de reddition des comptes et de responsabilité

**Article 156** : Les services ... rendent compte de la gestion des deniers publics conformément à la législation en vigueur et sont soumis, à cet égard, aux obligations de contrôle et d'évaluation.

Décret relatif aux marchés publics n° 2-12-349 du 20 mars 2013 :

**Article 165** : Les marchés et leurs avenants sont soumis, en dehors des contrôles institués par les textes généraux en matière de dépenses publiques, à des contrôles et audits à l'initiative du ministre concerné.

Les contrôles et audits sont obligatoires pour les marchés dont les montants excèdent cinq millions de dirhams toutes taxes comprises, et pour les marchés négociés dont les montants excèdent un million de dirhams toutes taxes comprises.

...

Le ministre concerné ou le directeur de l'établissement public concerné publie la synthèse desdits rapports de contrôle et d'audit dans le portail des marchés publics.



## ORGANES DE CONTRÔLES/BG

Code des juridictions financières - Dahir 1-02-124 du 15 août 2002

- **Article 75** : La cour contrôle la gestion des organismes énumérés à l'article 76 ci-dessous, afin d'en apprécier la qualité et de formuler, éventuellement, des suggestions sur les moyens susceptibles d'en améliorer les méthodes et d'en accroître l'efficacité et le rendement.
- Le contrôle de la cour porte sur tous les aspects de la gestion. A cet effet, la cour apprécie la réalisation des objectifs assignés, les résultats obtenus ainsi que le coût et les conditions d'acquisition et d'utilisation des moyens mis en œuvre.
- .....



Inspection Générale des Finances (IGF)

- la réforme projetée de faire de l'IGF une institution «d'excellence et de référence» dans le contrôle de l'emploi des fonds publics et de faire évoluer ses modes d'intervention et de renforcer ses moyens autour de l'audit de performances et d'évaluation des résultats des politiques, des programmes et des projets publics

APPUI + SUIVI DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS



## ORGANES DE CONTRÔLES/BG

Médiateur - Dahir n° 1-11-25 du 17 mars 2011

### Section 1 : Des interlocuteurs du Médiateur

- **Article 24**
  - ...L'administration désigne des interlocuteurs permanents de cette Institution, qui jouissent du pouvoir de décision au sujet des plaintes et des doléances qui leur sont transmises....
- **Article 25**
  - Les interlocuteurs sont chargés de :
    - - Suivre les plaintes, doléances, demandes de règlement des différends,
    - - Suivre décisions, dispositions et mesures prises pour leur satisfaction,
    - Examiner et suivre les recommandations et propositions du Médiateur
    - Proposer mesure ou disposition à même d'améliorer l'accueil ,
    - - Inciter les services à faire preuve de responsabilité, efficacité, transparence,
    - - Tenir et conserver une base de donnée des plaintes et doléances
- **Article 26**
  - Les interlocuteurs permanents de l'Institution du Médiateur doivent élaborer un rapport annuel



### L'Instance nationale de la probité de la prévention et de la lutte contre la corruption -

- **Dahir n° 1-15-65 du 9 juin 2015: Article 3**
- L'instance exerce les attributions suivantes :
- ....
- - Procéder aux opérations d'enquête et d'investigation concernant les cas de corruption portés à sa connaissance, selon la procédure prévue par la présente loi, sous réserve des attributions dévolues aux autres autorités et instances en vertu de la législation en vigueur.



ECHANGES ET COORDINATION



## CHIKAYA: décret n° 2-17-265 du 23 juin 2017

- Portant fixation des modalités de réception des remarques et propositions des usagers, du suivi et du traitement de leurs réclamations. Le Gouvernement a lancé le 09 janvier 2018 un Portail National des Réclamations « CHIKAYA », qui vise la simplification et l'harmonisation de la gestion et le traitement des plaintes



**UNE UNITÉ CHARGÉE DU TRAITEMENT DES PLAINTES ET  
RÉCLAMATIONS ET DE LA RÉPONSE AUX USAGERS.**



## Eclairer la prise de décision du Top Management

Audits, études et enquêtes  
Conseil et assistance managériel



## Soutenir les politiques publiques en matière de bonne gouvernance

Renforcement de partenariat  
Communication/information



## Accompagner la mise en œuvre des projets de la stratégie Halieutis

Evaluation et Accompagnement  
Analyse: Performance, cohérence et durabilité des actions

Orientations de M. Ministre  
Stratégie Halieutis

Orientations de M. Inspecteur Général  
Plan stratégique IGP 2016\_2020

Gouvernement  
Stratégie nationale de lutte contre la corruption

# Programme prévisionnel annuel d'audit et d'évaluation



Collecter et analyser les demandes d'audit

Analyse du projet de performance du Département



Déterminer les processus, les activités à risques .

Délimitation des actions à évaluer et les indicateurs d'évaluation.

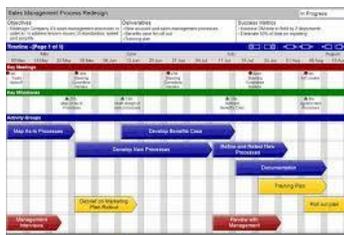


Etablir une proposition du programme prévisionnel annuel en concertation avec les deux chefs de division

Valider et prioriser avec l'Inspecteur Général



Plan d'action annuel: Pourquoi, qui, quand, comment



Missions inopinées



## MISSION D'AUDIT

**Audit assurance**

- Conformité et régularité
- Efficacité et efficience
- Performance

**Audit conseil**



- Préparation du plan d'approche

- Tests de vérification

**Création de la  
valeur ajoutée**

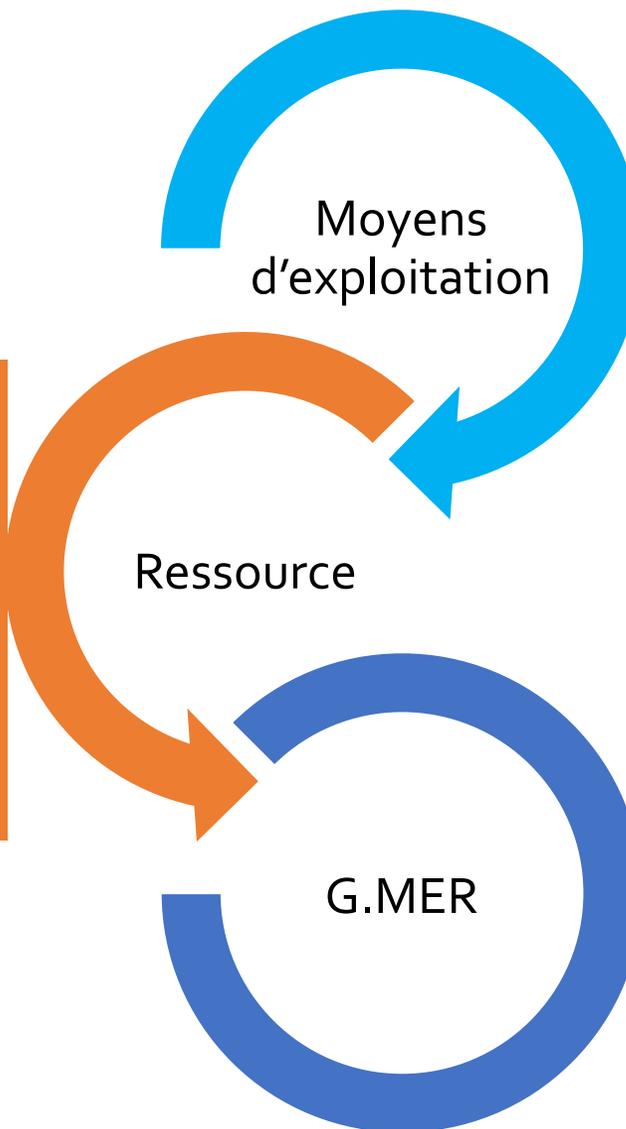
- Principaux constats et recommandations

- Rapport provisoire et final

# SECTEUR DE LA PÊCHE MARITIME



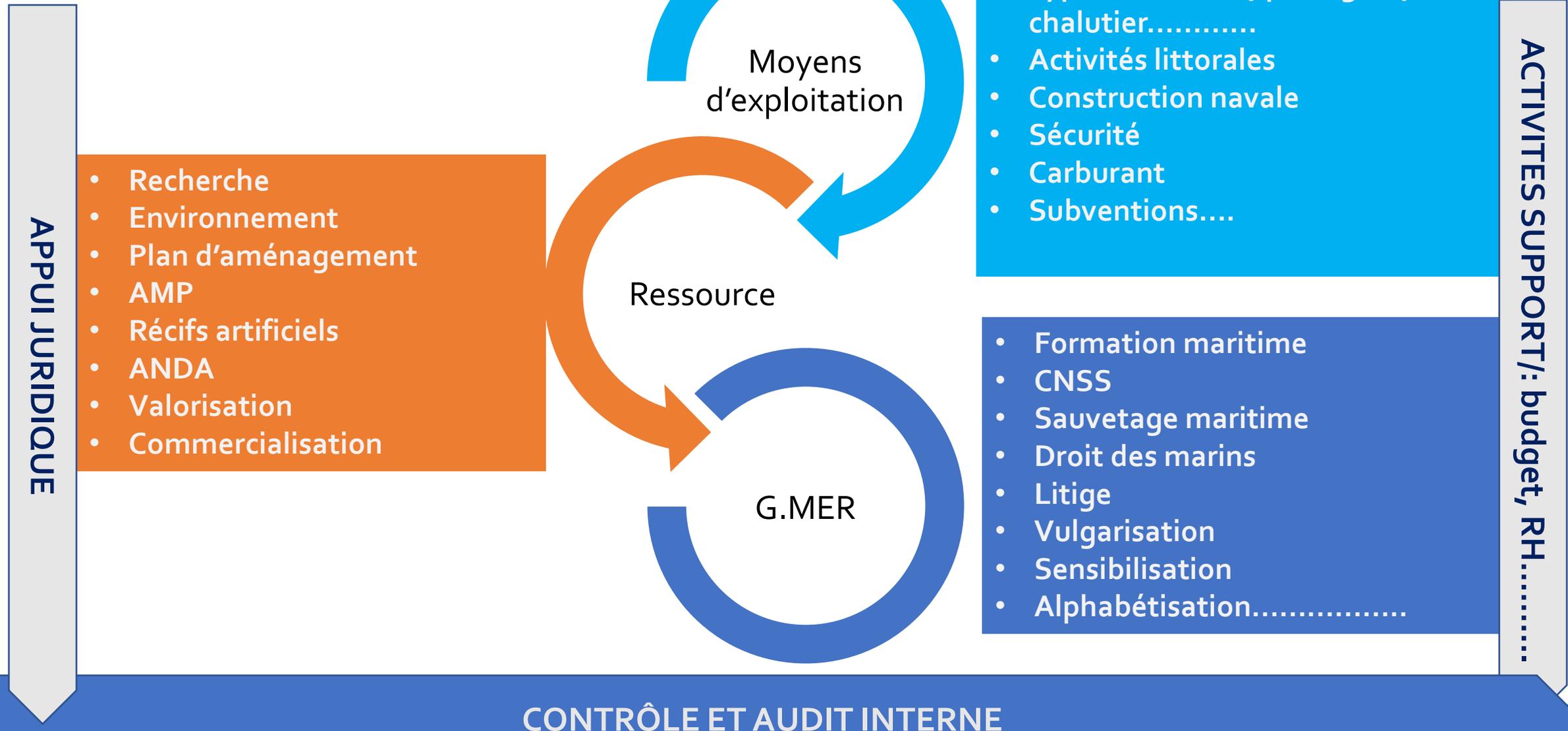
- Recherche
- Environnement
- Plan d'aménagement
- AMP
- Récifs artificiels
- ANDA
- Valorisation
- Commercialisation



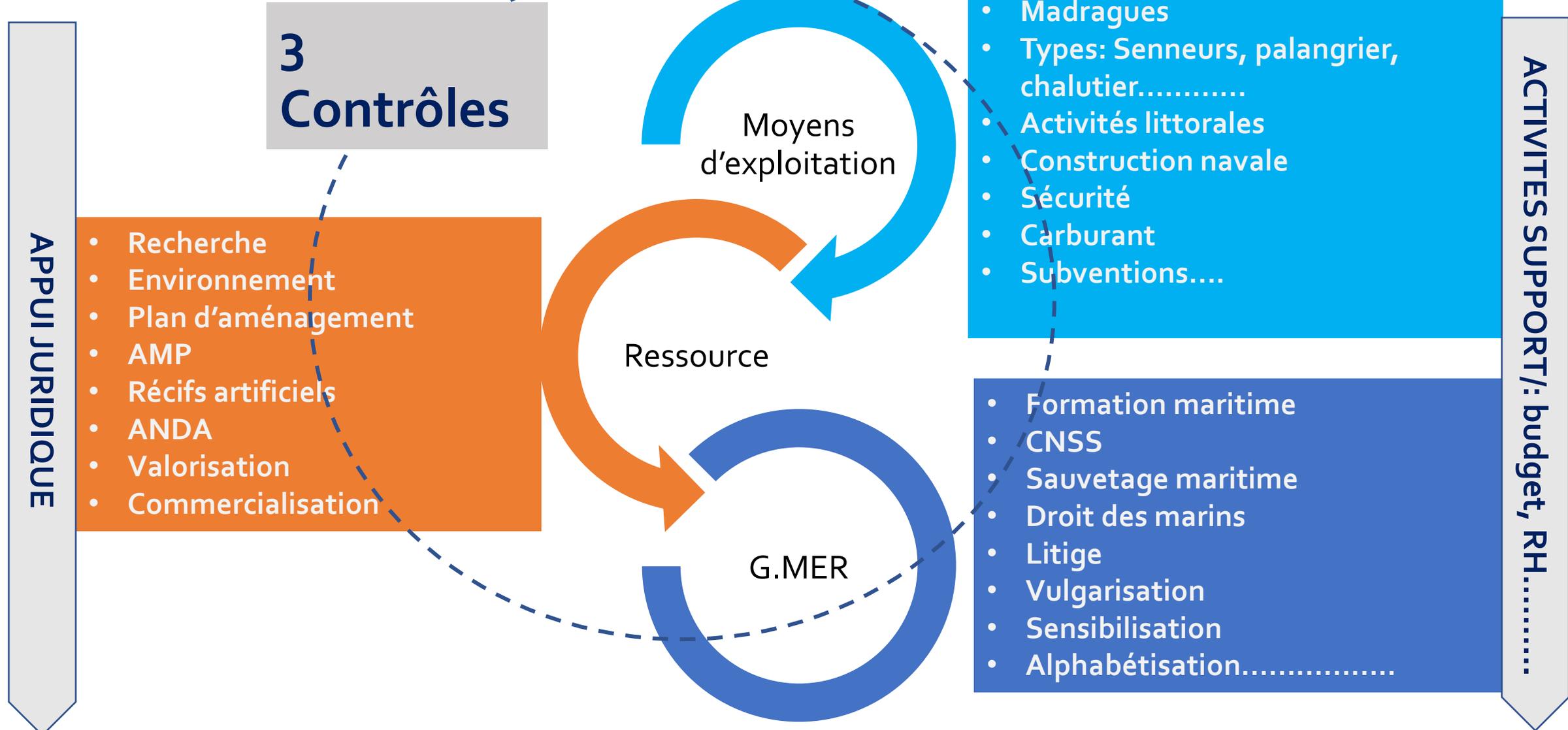
- Flotte: PA, PC et PH
- Madragues
- Types: Senneurs, palangrier, chalutier.....
- Activités littorales
- Construction navale
- Sécurité
- Carburant
- Subventions....

- Formation maritime
- CNSS
- Sauvetage maritime
- Droit des marins
- Litige
- Vulgarisation
- Sensibilisation
- Alphabétisation.....

# SECTEUR DE LA PÊCHE MARITIME



# SECTEUR DE LA PÊCHE MARITIME



CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE